

BE-A0524_710929_712606_FRE

Inventaire des archives de la commune de
Thiméon, 1815-1976 (1982)



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	5
Consultation et utilisation.....	6
Conditions d'accès.....	6
Conditions de reproduction.....	6
Histoire du producteur et des archives.....	7
Producteur d'archives.....	7
Nom.....	7
Histoire institutionnelle.....	7
Compétences et activités.....	7
Organisation.....	8
Archives.....	8
Historique.....	8
Acquisition.....	9
Contenu et structure.....	10
Contenu.....	10
Sélection et éliminations.....	10
Accroissements / compléments.....	10
Mode de classement.....	10
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	13
I. Généralités.....	13
1 - 5 Registres aux délibérations du conseil communal. 1921-1976.....	13
II. Organisation.....	14
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	14
1. Suppression.....	14
2. Participation à des organismes de coopération intercommunale.....	14
III. Gestion du patrimoine.....	15
12 - 13 Dossier concernant la location du droit de chasse sur les terrains communaux. 1957-1982.....	15
IV. Finances et fiscalité.....	16
A. Généralités.....	16
B. Impositions.....	16
1. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	16
V. Population.....	17
21 - 23 Registres de la population. 1891-1900.....	17
24 - 28 Registre de la population. 1921-1930.....	17
29 - 33 Registre de la population. 1931-1947.....	17
34 - 40 Registre de la population. 1948-1960.....	18
41 - 47 Registre de la population. 1961-1970.....	18
48 - 53 Registre de la population. 1971-1980.....	19
54 - 56 Index alphabétique des registres de la population. 1971-1980.....	19
VI. Affaires électorales.....	21
VII. Affaires militaires.....	22
61 - 65 Registres d'inscription des miliciens. 1815-1922.....	22
VIII. Santé publique.....	23
A. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	23
69 - 92 Dossiers de demandes d'autorisation d'installation de réservoirs de gaz. 1971-1980.....	23
94 - 95 Dossiers de demandes d'autorisation d'installation et d'exploitation de	

dépôts de mitrilles. 1951-1968.....	24
97 - 100 Dossiers de demandes d'autorisation d'exploitation de boucheries- charcuteries. 1970-1980.....	25
IX. Travaux publics.....	27
A. Voirie.....	27
B. Services d'utilité publique.....	27
1. Distribution d'eau.....	27
2. Réseau de canalisations de gaz.....	27
X. Culture.....	29
XI. Tutelle sur la fabrique d'église.....	30
126 - 127 Comptes de la fabrique d'église. 1975-1976.....	30

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:
Commune Thiméon

Période:
1815 - 1982

Numéro du bloc d'archives:
BE-A0524.825

Etendue:

- Dernière cote d'inventaire: 127.00
- Etendue inventoriée: 4.50 m

Dépôt d'archives:
Archives de l'Etat à Mons

Producteurs d'archives:
Commune de Thiméon, 1815 - 1976

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Tous les documents de ce fonds d'archives ont plus de trente ans et sont donc publics. Toutefois, pour pouvoir consulter les documents contenant des données à caractère privé de moins de 100 ans, il faut obtenir l'autorisation préalable du collège communal de Pont-à-Celles, successeur en droit de la commune fusionnée. Les personnes autorisées à consulter les archives doivent signer un contrat de recherche par lequel elles s'engagent à respecter la législation sur la protection de la vie privée.

Les registres de la population sont soumis à une réglementation spécifique (arrêté royal du 5 janvier 2014 publié au Moniteur belge du 17 janvier 2014). Seuls les registres clôturés depuis plus de 120 ans peuvent être librement consultés. Les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Il est toutefois possible d'obtenir des extraits ou des certificats, et ce à des fins généalogiques, historiques ou scientifiques. Pour ce faire, le demandeur doit introduire une requête motivée auprès du collège communal et présenter l'autorisation écrite du collège communal au personnel de la salle de lecture des Archives de l'État à Mons.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

Pour la reproduction des documents, les règlements et les tarifs en vigueur aux Archives de l'État sont d'application.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Thiméon

HISTOIRE INSTITUTIONNELLE

Au XIXe siècle, les principales activités économiques de Thiméon sont l'agriculture (six fermes recensées vers 1830), le travail du fer à domicile (fabrication de clous, de chaînes et de boulons) et la calcination de la chaux. Le passage dans la localité du canal de Charleroi à Bruxelles (inauguré en 1832) suscite le développement du commerce du charbon. Fondés au début du XXe siècle, les laminoirs de Thiméon occupent jusqu'à 220 personnes en 1937. Après la fermeture de cette entreprise en 1954, la localité a progressivement acquis un caractère résidentiel, tout en conservant quelques grosses exploitations agricoles. On y dénombre 926 habitants en 1846, 2198 en 1976. La loi du 30 décembre 1975 (*Moniteur belge* du 23 janvier 1976) met en œuvre le processus de fusion des communes qui entre en vigueur le 1er janvier 1977. À cette date, la Commune de Thiméon cesse d'exister et est intégrée à la nouvelle entité communale de Pont-à-Celles.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Après le rattachement de nos régions à la France en 1795, les institutions nouvelles nées de la Révolution y sont introduites. Le décret sur les municipalités du 14 décembre 1789 est appliqué : ce décret établit un régime uniforme pour toutes les communes. Il distingue les fonctions qui leur sont propres et les fonctions qui appartiennent à l'administration générale de l'État mais sont déléguées aux municipalités. Après l'Indépendance de la Belgique, la loi communale de 1836 explicite et précise leurs attributions, en mettant l'accent sur le principe de l'autonomie communale.

C'est ainsi que les communes ont des attributions obligatoires et d'autres facultatives. Les premières ont peu évolué au cours des XIXe et XXe siècles et recouvrent entre autres la gestion du patrimoine communal mobilier et immobilier, la gestion de la comptabilité communale, la tenue des registres de l'état civil et de la population, l'application des lois relatives à la milice, le maintien de l'ordre, de la sécurité et de la salubrité publiques, l'exécution des travaux publics (en particulier l'entretien de la voirie communale, des bâtiments communaux et des cours d'eau), l'organisation de l'enseignement communal primaire, la tutelle sur les institutions locales d'assistance publique et sur les fabriques d'église. Les secondes concernent notamment les initiatives que les communes peuvent prendre en matière d'activités culturelles, touristiques, festives et sportives, d'aide sociale (construction de

logements sociaux par exemple), de promotion de l'activité économique, etc. Dans ces matières, les compétences des communes ont évolué en fonction des besoins et des transformations de la société.

ORGANISATION

La loi communale de 1836 règle le mode de désignation des organes communaux. Les communes sont gérées par un conseil communal élu et par un collège échevinal composé des échevins et du bourgmestre. Le contrôle de l'autorité supérieure est assuré par le mécanisme de la tutelle.

Assemblée de base de la commune, le conseil communal possède des pouvoirs d'administration et de réglementation. Il élit les échevins en son sein. Le collège exécute les règlements et décisions du conseil et exerce la gestion journalière des affaires de la commune (gestion des biens et des revenus communaux, exécution des dépenses, direction des travaux communaux, actions judiciaires de la commune, etc.). Il est également chargé de l'exécution des lois, règlements et arrêtés de l'État et des autorités provinciales lorsqu'elle lui est spécialement confiée.

Le bourgmestre est nommé par le Roi. Il est le chef de l'administration communale et le responsable de la police. Il préside les réunions du conseil et du collège. Mais il est aussi l'organe d'exécution des décisions des autorités supérieures.

Le service administratif est assuré par le secrétaire communal et, pour les affaires comptables, par le receveur communal.

ARCHIVES

HISTORIQUE

Une partie significative des archives de la Commune de Thiméon a disparu le 29 janvier 1973, dans l'incendie de la maison communale ¹.

Après la fusion de 1977, les archives subsistantes de Thiméon ont été transférées à Pont-à-Celles, siège de la nouvelle entité communale. Le 7 décembre 1982, les archives de l'entité de Pont-à-Celles ont été en grande partie détruites lors d'un nouvel incendie qui a pris naissance dans le local d'archives et qui a ravagé une aile de l'étage de la maison communale ².

Lors d'une inspection effectuée sur place le 5 mars 2003, il a été constaté que les registres de délibérations des conseils communaux et des collèges échevinaux, ainsi que les registres de population des sept anciennes communes de l'entité étaient conservés dans de très mauvaises conditions dans une des caves de la maison communale, où régnait une forte humidité.

1 Archives de l'État à Mons, Archives du Secrétariat, Dossiers d'inspection, Commune de Pont-à-Celles.

2 HONNORÉ L., Les archives des communes de l'arrondissement judiciaires de Charleroi. Rapport d'inspection, Bruxelles, 2004, p. 44 ; Archives de l'État à Mons, Archives du Secrétariat, Dossiers d'inspection, Commune de Pont-à-Celles.

C'est à la suite de cette inspection que le collège échevinal a décidé de déposer aux Archives de l'État à Mons les archives antérieures à la fusion.

ACQUISITION

Les archives ont été déposées aux Archives de l'État à Mons par la Commune de Pont-à-Celles le 6 mai 2003 en application de la loi sur les archives du 24 juin 1955 (registre des entrées n° 1739).

Contenu et structure

CONTENU

Les archives de la Commune de Thiméon déposées en 2003 sont très lacunaires, en raison principalement des destructions intervenues en 1973 et 1982. La majorité des documents se concentre sur le XXe siècle. Les séries les plus complètes sont celles des registres de la population de 1847 à 1980 et des registres de milice de 1815 à 1922. On note également la présence d'un volume de la matrice cadastrale du XIXe siècle. Les registres aux délibérations du conseil communal ne commencent qu'en 1921. Un seul registre aux délibérations du collège échevinal est conservé et couvre la période 1925-1954. Un nombre important de dossiers d'autorisations d'établissements dangereux ont été conservés, principalement pour les années postérieures à 1970. Beaucoup concernent l'installation de réservoirs de gaz destinés au chauffage des maisons particulières. Quelques dossiers isolés concernent la fusion des communes, la participation à des intercommunales, la location du droit de chasse sur les terrains communaux, les élections, la voirie, la distribution d'eau, l'établissement de canalisations de gaz, la gestion de la bibliothèque communale et la tutelle sur la fabrique d'église. Les autres domaines d'activité de la commune sont totalement absents des documents déposés.

SÉLECTION ET ÉLIMINATIONS

Lors du classement du fonds, un tri a été effectué sur la base des critères définis dans les trois tomes de G. MARÉCHAL, *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations, Bruxelles, 1988-2005* (Miscellanea Archivistica. Studia, 1, 52 et 53).

ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Le fonds inventorié est en principe clos, la Commune de Thiméon ayant cessé d'exister au 1er janvier 1977. Toutefois, la Commune de Pont-à-Celles conserve encore un petit nombre de documents produits par la Commune de Thiméon qui lui sont toujours utiles. Il s'agit essentiellement de documents relatifs aux travaux publics, à la voirie et à l'urbanisme. Il est donc possible que, dans l'avenir, la Commune de Pont-à-Celles dépose aux Archives de l'État à Mons des archives de Thiméon encore en sa possession, lorsque celles-ci auront perdu leur utilité administrative.

MODE DE CLASSEMENT

Le classement des archives se base sur le cadre de classement des archives communales proposé par Guy Gadeyne : *Cadre de classement pour les*

archives communales statiques non structurées (1795-ca 1977), Bruxelles, 1997 (Miscellanea Archivistica. Manuale, 18).

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

*1 - 5 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL.
1921-1976.*

- | | | |
|---|--|-----------|
| 1 | 3 décembre 1921 - 7 mai 1929. | 1 volume |
| 2 | 11 juillet 1929 - 8 février 1943. | 1 volume |
| 3 | 17 février 1943 - 29 janvier 1957. | 1 volume |
| 4 | 7 mars 1957 - 14 février 1968. | 1 volume |
| 5 | 14 février 1968 - 18 novembre 1976. | 1 volume |
| 6 | Registres aux délibérations du collège des bourgmestre et échevins. 31 janvier 1925 - 21 décembre 1954. | 1 volume |
| 7 | Lettre du gouverneur de la province du Hainaut Émile Cornez concernant les retards constatés dans l'envoi des délibérations des conseils communaux et des collèges échevinaux. 20 décembre 1949. | 1 pièce |
| 8 | Pièces concernant les conférences des bourgmestres de l'arrondissement de Charleroi. 1954-1955. | 1 chemise |
| 9 | Pièces relatives à des manifestations d'hommage à la famille royale. 1952-1953. | 6 pièces |

II. ORGANISATION

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

1. SUPPRESSION

10

Dossier concernant la fusion des communes. 1973-1976.

1 liasse

2. PARTICIPATION À DES ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

11

Rapport annuel de l'Intercommunale pour l'Aménagement du Territoire et le Développement économique et social des Régions de l'Est et du Sud du Hainaut. 1970.

1 pièce

III. GESTION DU PATRIMOINE

12 - 13 DOSSIER CONCERNANT LA LOCATION DU DROIT DE CHASSE SUR LES TERRAINS COMMUNAUX. 1957-1982.

- | | | |
|----|--|-----------|
| 12 | 1957-1967. | 1 chemise |
| 13 | 1957-1982. | 1 liasse |
| 14 | Dossier concernant le bail de la location du droit de chasse du 1er août 1958 au 31 juillet 1967. 1957-1967. | 1 chemise |
| 15 | Dossier relatif à la contestation du paiement d'une indemnité pour occupation du domaine communal à la rue du Hautbois. 1971-1982. | 1 chemise |

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. GÉNÉRALITÉS

- 16 Lettre du commissaire d'arrondissement de Charleroi concernant le contrôle de la comptabilité communale. 2 février 1948. 1 pièce

B. IMPOSITIONS

- 17 1. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE
Matrice cadastrale. 1835. 1 volume

18	V. POPULATION Registre de la population. 1847-1856. Non consultable	1 volume
19	Index alphabétique des registres de la population. 1867-1880.	1 volume
20	Registre de la population. 1881-1890. Non consultable	1 volume
21	<i>21 - 23 REGISTRES DE LA POPULATION. 1891-1900.</i> Volume 1.	1 volume
22	Volume 2.	1 volume
23	Index alphabétique.	1 volume
24	<i>24 - 28 REGISTRE DE LA POPULATION. 1921-1930.</i> Volume 1.	1 volume
25	Volume 2.	1 volume
26	Volume 3.	1 volume
27	Volume 4.	1 volume
28	Volume 5.	1 volume
29	<i>29 - 33 REGISTRE DE LA POPULATION. 1931-1947.</i> Volume 1.	1 volume
30	Volume 2.	1 volume

31	Volume 3.	1 volume
32	Volume 4.	1 volume
33	Volume 5.	1 volume
34	<i>34 - 40 REGISTRE DE LA POPULATION. 1948-1960.</i> Volume 1.	1 volume
35	Volume 2.	1 volume
36	Volume 3.	1 volume
37	Volume 4.	1 volume
38	Volume 5.	1 volume
39	Volume 6.	1 volume
40	Index alphabétique.	1 volume
41	<i>41 - 47 REGISTRE DE LA POPULATION. 1961-1970.</i> Volume 1.	1 volume
42	Volume 2.	1 volume
43	Volume 3.	1 volume
44	Volume 4.	1 volume
45	Volume 5.	1 volume

46	Volume 6.	1 volume
47	Index alphabétique.	1 volume
48	<i>48 - 53 REGISTRE DE LA POPULATION. 1971-1980.</i> Volume 1.	1 volume
49	Volume 2.	1 volume
50	Volume 3.	1 volume
51	Volume 4.	1 volume
52	Volume 5.	1 volume
53	Volume 6.	1 volume
54	<i>54 - 56 INDEX ALPHABÉTIQUE DES REGISTRES DE LA POPULATION.</i> 1971-1980. A-Duca.	1 fichier
55	Duch-Miche.	1 fichier
56	Michi-Z.	1 fichier
57	Correspondance échangée avec le commissaire d'arrondissement de Charleroi concernant l'inspection des registres de la population. 1954.	2 pièces
58	Registre des sorties. 1976.	1 volume
59	Registre des radiations d'office. 19 mai 1904 - 25 juin 1962.	

- 60 VI. AFFAIRES ÉLECTORALES
Dossier concernant les élections communales du 11 octobre 1970.
1970. 1 chemise

VII. AFFAIRES MILITAIRES

61 - 65 REGISTRES D'INSCRIPTION DES MILICIENS. 1815-1922.

61	1815-1836.	1 volume
62	1838-1866.	1 volume
63	1872-1886.	1 volume
64	1888-1900.	1 volume
65	1901-1913.	1 volume
66	1914-1922.	1 volume

VIII. SANTÉ PUBLIQUE

A. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES

67	Pièces concernant la présence de dépôts d'explosifs et de cimetières d'autos dans la commune. 1957-1962.	1 chemise
68	Dossier de demande d'autorisation de construction d'une cabine à haute tension. 1966-1967.	1 chemise
69	69 - 92 DOSSIERS DE DEMANDES D'AUTORISATION D'INSTALLATION DE RÉSERVOIRS DE GAZ. 1971-1980. rue Nouvelle, 14. 1976.	1 chemise
70	rue des Marlares, 31. 1973.	1 chemise
71	Cité Deligne, 40. 1976-1980.	1 chemise
72	rue Emile Vandervelde, 55. 1974.	1 chemise
73	rue Emile Vandervelde, 49. 1976.	1 chemise
74	rue de la Fontaine, 55. 1976.	1 chemise
75	rue des Agasses, 16. 1972.	1 chemise
76	rue de l'Empereur, 57. 1975-1976.	1 chemise
77	rue de l'Empereur, 59. 1972.	1 pièce
78	Cité Deligne, 33. 1975-1976.	1 chemise
79	rue J. Lorette, 18. 1974.	1 chemise

80	rue de la Fontaine, 3. 1976.	1 chemise
81	rue Vandervelde, 46. 1976.	1 pièce
82	rue d'Azebois, 180. 1971.	1 chemise
83	rue Nouvelle. 1973.	1 chemise
84	rue Jean Lorette, 18. 1976.	1 chemise
85	rue Vandervelde, 20. 1976.	1 chemise
86	rue d'Azebois, 38. 1975-1976.	1 chemise
87	rue de l'Empereur, 31/33. 1976.	1 chemise
88	chaussée de Viesville, 3. 1973-1974.	1 chemise
89	rue de l'Empereur, 12. 1976.	1 chemise
90	rue Jean Lorette, 74. 1973.	1 chemise
91	rue des Marlares, 35. 1972.	1 chemise
92	rue de Marlares, 61. 1974-1976.	1 chemise
93	Dossier de demande d'autorisation de placement d'un appareil de distribution et d'un réservoir à mazout, rue Pastur, 7. 1965.	1 chemise
94	94 - 95 DOSSIERS DE DEMANDES D'AUTORISATION D'INSTALLATION ET D'EXPLOITATION DE DÉPÔTS DE MITRAILLES. 1951-1968. rue d'Azebois, 5. 1951-1966.	

		1 chemise
95	rue des Chauffours, 9. 1960-1968.	1 chemise
96	Dossier de demande d'autorisation d'exploitation d'une tuerie particulière et d'une boucherie, rue Jules Destrée, 22. 1961-1972.	1 chemise
97	97 - 100 DOSSIERS DE DEMANDES D'AUTORISATION D'EXPLOITATION DE BOUCHERIES-CHARCUTERIES. 1970-1980. rue Paul Pastur, 5. 1970-1974.	1 chemise
98	rue Vandervelde, 96. 1962.	1 chemise
99	rue Vandervelde, 112. 1973-1980.	1 chemise
100	Place communale, 10. 1965.	1 chemise
101	Dossier de demande d'autorisation d'exploitation d'une porcherie pour porcs d'engraissement, rue Vandervelde, 137. 1970-1971.	1 chemise
102	Dossier de demande d'autorisation de construction d'une station service, rue Vandervelde, 129. 1963.	1 chemise
103	Dossier de demande d'autorisation de détenir des explosifs par la Société générale de travaux (SOGETRA). 1968.	1 chemise
104	Dossier de demande d'autorisation de détention d'explosifs et d'exploitation d'un dépôt de mitrilles et véhicules usagés, rue Commune Estienne, 1/2. 1955-1970.	
105	Dossier de demande d'autorisation d'installation d'une fabrique de plastic polyester, rue des Marlares, 46. 1964.	1 chemise
106	Dossier relatif à une enquête de commodo et incommodo sur un projet d'installation d'un zoo au Bois des Manants. 1973-1981.	1 chemise

-
- 107 Dossier de demande d'autorisation d'installation d'un établissement de toilettage et d'élevage de chiens, chaussée de Viesville, 4. 1975-1976.
1 chemise
- 108 Dossier relatif à une enquête de commodo et incommodo en vue de l'installation d'un terrain d'auto-cross sur le terril du Grand Conty à Gosselies. 1975-1976.
1 chemise
- 109 Dossier de demande d'autorisation de construction d'une étable, rue d'Azebois, 68. 1960-1974.
1 chemise
- 110 Dossier concernant la demande de renouvellement de l'autorisation d'exploitation de la salle des fêtes de la Maison du Peuple par la Société coopérative Union des Coopérateurs. 1960.
1 chemise
- 111 Dossier de demande d'autorisation d'installation d'une menuiserie, rue Jules Destrée, 10. 1974.
2 pièces
- 112 Dossier de demande d'autorisation d'installation d'un tir d'armes sur la place Fonds Nachez, 5. 1970.
1 chemise

IX. TRAVAUX PUBLICS

A. VOIRIE

113 Dossier concernant le redressement du sentier n° 48. 1970.
1 chemise

114 Extrait du registre aux délibérations du conseil communal concernant le retrait d'une autorisation de placer des chicanes en travers du sentier des Mîts. 18 novembre 1976.
1 pièce

B. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU

115 Dossier concernant le règlement d'ordre intérieur du service de distribution d'eau. [vers 1950].
1 chemise

116 Dossier concernant les travaux de captage. 1893-1907.
1 chemise

117 Dossier concernant l'achat d'un appareil détecteur de fuites d'eau. 1958-1963.
1 chemise

118 Dossiers concernant l'acquisition de compteurs d'eau. 1959-1965.
1 chemise

119 Dossier concernant le fonctionnement des compteurs d'eau. 1962.
1 chemise

120 Dossier concernant le placement, le remplacement et la réparation des compteurs d'eau. 1962-1963.
1 chemise

121 Dossier concernant la détection des fuites et les réparations du réseau de production et de distribution d'eau. 1963-1966.
1 chemise

122 Pièces concernant l'analyse de l'eau de distribution à la demande de la Commune de Jumet. 1965-1972.
2 pièces

2. RÉSEAU DE CANALISATIONS DE GAZ

123 Dossier concernant l'installation de conduites de transport de gaz

par la S.A. Distrigaz. 1970-1971.

1 chemise

- 124 X. CULTURE
Dossier concernant la gestion de la bibliothèque communale. 1950-1976.
- 1 liasse

125	XI. TUTELLE SUR LA FABRIQUE D'ÉGLISE Budget de la fabrique d'église. 1976.	1 pièce
126	<i>126 - 127 COMPTES DE LA FABRIQUE D'ÉGLISE. 1975-1976.</i> 1975.	1 pièce
127	1976.	1 chemise